



HAL
open science

1965-1971 en Algérie. Contestation étudiante, parti unique et enthousiasme révolutionnaire

Malika Rahal

► **To cite this version:**

Malika Rahal. 1965-1971 en Algérie. Contestation étudiante, parti unique et enthousiasme révolutionnaire . Françoise Blum, Pierre Guidi et Ophélie Rillon. Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968, Publications de la Sorbonne, 2016, 21055505. hal-01424418

HAL Id: hal-01424418

<https://hal.science/hal-01424418>

Submitted on 2 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

1965-1971 en Algérie. Contestation étudiante, parti unique et enthousiasme révolutionnaire.

Malika Rahal

Chargée de recherches à l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS)

rahal@ihtp.cnrs.fr

IHTP – 59-61, rue Pouchet – 75849 Paris cedex 17

Le présent texte est la version auteur d'un chapitre d'ouvrage dont vous trouverez la version publiée ici :

Rahal, Malika. « 1965-1971 en Algérie. Contestation étudiante, parti unique et enthousiasme révolutionnaire ». In *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, par Françoise Blum, Pierre Guidi, et Ophélie Rillon. Paris: Publications de la Sorbonne, 2016.

Résumé

Après le coup d'état de 1965 qui mène au pouvoir le colonel Houari Boumediene en Algérie, l'élan révolutionnaire auxquels les jeunes – et notamment les étudiants – ont particulièrement participé depuis l'indépendance de 1962, semble coupé. Pourtant, au début des années 1970, Boumediene s'appuie sur la jeunesse pour mener des réformes de gauche, notamment la nationalisation des hydrocarbures et la réforme agraire de 1971. En reconstituant à partir d'entretien et de mémoires les parcours des militants de la remuante Union nationale des étudiants algériens (UNEA), cet article se propose d'explorer cette période pour en affiner la chronologie et en éclairer les paradoxes. Ce faisant, il contribue à comprendre à la fois la nature et la temporalité du « 1968 algérien ».

Summary

After the military coup that led colonel Houari Boumediene to power, the revolutionary enthusiasm in which youth and student had participated since the independence of 1962 seemed over. However, by the beginning of the 1970s, Boumediene had managed to regain the support of the more radical students to buttress his left leaning reforms, including the nationalization of oil and gas, and the agrarian revolution of 1971. Based on interviews and memoirs, this article aims to follow itineraries of former students activists of the Union nationale des étudiants algériens (UNEA) in order to better understand both the chronology and the paradoxes of the period. In doing so, it aims to shed light on the nature and timing of the "Algerian 1968".

Malika Rahal est chargée de recherche au CNRS, à l'Institut d'histoire du temps présent et enseigne à Sciences-po et à l'INALCO. Elle est historienne du Maghreb contemporain, spécialisé dans l'histoire de l'Algérie. Elle a publié *Ali Boumendjel. Une affaire française, une histoire algérienne (1919-1957)*, Belles Lettres, 2010 et Barzakh, 2011. Son prochain ouvrage, *L'Union démocratique du Manifeste algérien, l'autre nationalisme*, sortira aux éditions Barzakh en 2016.

« Pendant deux ans, on a souffert le calvaire, nous jeunes. Toutes les organisations étaient interdites, les cinéclubs avaient été fermés ou muselés. Jean Sénac lui-même avait du mal à faire ses récitals poétiques à la Salle des Actes [de la Fac centrale]. Il y avait la répression : on manifestait dans la rue de Tanger en 1968, on a reçu des coups. La répression anti-jeunes était terrible à l'époque de Boumediene et on désespérait. La plupart des gens, dès qu'il avaient leur bac, ils se taillaient pour aller faire des études en France, en Italie, en Union soviétique. Il y avait des bourses partout, on nous sollicitait de partout pour aller faire des études à l'étranger parce que la fac d'Alger pouvaient difficilement contenir les vagues de lycéens qui commençaient à accéder à l'université. »¹

C'est ainsi que Boussad Ouadi décrit, du point de vue de la jeunesse, les années qui suivent le coup d'état de du 19 juin 1965 qui porta au pouvoir le colonel Houari Boumediene.

La période de l'indépendance algérienne est connue à travers les images d'enthousiasme et d'euphorie de 1962, puis l'option socialiste et le régime de parti unique qui se met en place dans les années qui suivent, sous l'égide du président Ahmed Ben Bella. On connaît peut-être moins la chape de plomb qui s'abat après le coup d'état de 1965, et la mise-au-pas des organisations et associations. « Ça nous a douché » ajoute Boussad Ouadi : en juin 1965, il était collégien et participait à la préparation du Festival mondial de la Jeunesse qui devait se dérouler à Alger durant l'été. Les spectacles, rencontres et activités sportives prévues furent supprimées après le coup de force de l'armée. « Boumediene avait éteint toutes les lumières », dit-il encore.

Le présent texte vise à explorer les mobilisations étudiantes au sein de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA), le syndicat étudiant, dans les mois qui suivent le coup d'État, en les replaçant dans le contexte de la toute jeune indépendance. Centrée sur l'université d'Alger, cette exploration révèle les formes de militantisme étudiant, et les moyens utilisés par les étudiants pour résister au régime de parti unique. Plus tard, les tentatives de séduction et de mobilisation lancées par le président Boumediene ont pu avoir un écho parmi les étudiants militants, jusqu'à ce qu'en 1971 la répression ne s'abatte de façon plus définitive et ne fasse disparaître finalement l'UNEA. C'est une façon de s'interroger sur le « 1968 Algérien », pour en déployer la chronologie particulière, et montrer quels en sont les enjeux spécifiques.

La présente contribution émane d'une recherche en cours sur les partis communistes algériens (Parti communiste algérien jusqu'en 1966, puis Parti de l'Avant-garde socialiste), à partir d'entretiens biographiques avec d'anciens militants. L'importance du syndicalisme lycéen et étudiant dans leurs carrières politiques est remarquable :² nombre de militants algérois du PCA puis du PAGS furent d'abord des militants lycéens ou étudiants. Une fois membres du parti, ils conservaient parfois une action dans les organisations de masse, bien souvent dans le syndicat étudiant. Elle met en lumière la spécificité du militantisme en milieu étudiant, avec des « générations » très courtes (en fait des cohortes universitaires) qui se succèdent rapidement, posant des problèmes particuliers de transmission des savoir-faire et de renouvellement du personnel militant. Mais le cas des étudiants de l'UNEA permet aussi de déplier le temps de l'instauration du régime autoritaire, pour montrer qu'il est resté longtemps des espaces de résistance et d'action autonomes.

Au cœur d'une séquence chronologique plus longue, la période 1967-1971 est marquée à la fois par un bouillonnement, avec la multiplication de mouvements de grève, et par la répression qui aboutit finalement à la dissolution de l'UNEA en 1971. Le tournant de 1971 est fondamental : à partir de cette date, il n'y a plus en Algérie d'organisation proprement étudiante, mais seulement

¹ Entretien avec Boussad Ouadi, ancien militant de l'UNEA, Alger, le 13 mai 2014, réalisé dans le cadre du projet Panafest et disponible en ligne : <https://archive.org/details/PANAFESTBoussadOuadi>.

² Au sens de Howard Becker, qui permet d'analyser le modèle séquentiel à partir des répétitions d'un entretien à l'autre. Howard Saul BECKER, *Outsiders : studies in the sociology of deviance*, New York, Free Press, 1963, 179 p.

des organisations de jeunesse (Union national de la jeunesse algérienne, UNJA, ou Jeunesse du FLN) sous la houlette du FLN. Les formes de mobilisations étudiantes se transforment, de même que l'intégration dans les organisations étudiantes internationales (notamment l'Union internationale des étudiants) qui passent par le maintien d'une UNEA à l'étranger.

1- Retour sur l'UNEA

L'UNEA est l'héritière de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (UGEMA), fondée durant la guerre d'indépendance, sous la houlette du Front de libération nationale. L'organisation a connu une difficile sortie de la guerre, avec un premier « premier congrès » chaotique, à l'issue duquel Mokhtar Mokhtefi est nommé secrétaire général. Lui-même un ancien combattant de l'ALN, Mokhtefi est alors confronté à des groupes d'anciens combattants se présentant « délégation de l'ALN » et aspirant à jouer un rôle dans l'organisation.³ Il aurait donc eu la charge d'organiser un second « premier congrès » dont les participants seraient cette fois régulièrement désignés par les sections de façon démocratique. En 1963, l'UGEMA devient UNEA, Union national des étudiants algériens, lors du 5^e congrès tenu à la cité universitaire de Ben Aknoun. Houari Mouffok est alors nommé président.

La ferveur de l'indépendance

« À l'époque [...] j'étais ben belliste, évidemment, toute la jeunesse était ben belliste. Ben Bella faisait des discours incroyables ! "le train de la révolution sur les rails du socialisme" ! »⁴

L'atmosphère des premières années de l'indépendance est marquée par l'enthousiasme et la ferveur, tous les témoignages le rappellent. Le président Ahmed Ben Bella est parvenu à gagner la jeunesse notamment par l'ouverture tiers-mondiste, et l'affirmation de l'option socialiste. L'UNEA est toute entière mobilisée par l'organisation du 4^e congrès du FLN d'avril 1964 ; puis elle défend la mise en œuvre de la Charte d'Alger adoptée lors du congrès. L'organisation étudiante devient à cette période « une ruche », développant des activités culturelles (théâtre, musique), sportives, conférences et organisant la participation des étudiants aux campagnes de reboisement et autres campagnes de volontariat. Le lieu de rencontres et débats, elle est, selon Abdel'alim Medjaoui qui en est membre, « une machine bien huilée, avec sa dynamique et ses contradictions, des militants qui, eux, ont déjà une longue expérience commune de lutte entre eux sur l'orientation de l'organisation et de son action. »⁵ Outre les nombreuses sections de l'intérieur du pays, les sections de Paris et Moscou sont également très actives.

Les rapports FLN-PCA-UNEA

L'UNEA est très proche du Parti communiste algérien (PCA). À Alger, sortant de sa première réunion de cellule du PCA – auquel il vient d'adhérer –, Abdel'alim Medjaoui remarque que « sa composition humaine n'a pas beaucoup différé de celle, quotidienne, du CS-UNEA », [le comité de section de l'UNEA] dont il était déjà membre.⁶ Les militants les plus remarquables sont aussi des militants du PCA : Nourredine Zenine, Abdel'alim Medjaoui, Djelloul Naceur... Les témoignages d'aujourd'hui révèlent néanmoins l'existence de deux courants – l'un proche du PCA, l'autre du FLN – en conflit pour le contrôle de l'organisation. Si les communistes dominent, ils sont parfois obligés de partager les responsabilités, ne serait-ce que pour obtenir quelque financement.

³ Entretien avec Elaine Mokhtefi Klein, l'épouse de Mokhtar Mokhtefi (1935-2015), New York, 13 juin 2015.

⁴ Entretien avec Jacques Choukroun, né en 1946, Montpellier, 7 décembre 2011.

⁵ Abdel'Alim MEDJAOUÏ, *Le géant aux yeux bleus*, op. cit.

⁶ *Ibid.*, p. 86.

Durant cette période, la question centrale, qui dépasse l'organisation étudiante mais la concerne, est celle de la nature du FLN et du régime : le FLN doit-il être parti unique ou un parti d'avant-garde ? Doit-il permettre l'existence de courants, ou même d'autres partis ?

Les militants communistes eux-mêmes, et parmi eux les anciens combattants, ne sont pas défavorables à l'existence d'un FLN unique, grand parti révolutionnaire d'avant-garde dans lequel ils pourraient être intégrés. Au congrès du FLN d'avril 1964, Houari Mouffok, président de l'UNEA, fait un discours en ce sens : les anciennes divisions, affirme-t-il, doivent disparaître entre les anciens partis indépendantiste d'avant la guerre de libération, et entre les combattants de l'armée des frontières, ou de l'émigration en France et ceux de l'intérieur. Il ne doit rester que des révolutionnaires, structurés dans le parti unique d'avant-garde du FLN.⁷ Dans les mois qui précèdent le coup d'état de 1965, on assiste à des tentatives du FLN pour intégrer, sinon digérer, le PCA : ainsi le journal communiste *Alger républicain* doit être fusionné avec *Le Peuple* pour former un nouvel organe, *El Moudjabid*, au grand dam de ses journalistes, dont Henri Alleg fait partie.⁸ La composition de la nouvelle équipe rédactionnelle était déjà connue au moment où le coup d'état du 19 juin 1965 fait dérailler le projet.

2- Le coup d'état : résister

La vague de répression de 1965

L'UNEA est l'une des rares organisations de masse à protester publiquement, dès le 19 juin 1965, contre le coup d'état du colonel Boumediène. Ses dirigeants se coordonnent pour cela avec les dirigeants communistes, qui de leur côté forment avec la gauche du FLN une Organisation de la résistance populaire (ORP), dont les dirigeants sont rapidement arrêtés en septembre. Parmi eux, Mohammed Harbi et Hocine Zahouane du FLN, et Bachir Hadj Ali du PCA. La dénonciation de la torture donne lieu à la publication d'un ouvrage aux éditions de Minuit, *Les torturés d'el Harrach*.⁹ Les dirigeants communistes de l'UNEA sont également réprimés. Dans son témoignage sur l'UNEA, Larbi Oucherif évoque « l'extorsion du "soutien" d'un vice-président de l'UNEA après l'avoir soumis à un simulacre d'exécution sommaire ». ¹⁰ Les étudiants utilisent alors les sections de l'extérieur et les contacts à l'étranger pour faire connaître leur situation. Ils bénéficient d'une mobilisation internationale importante dont on trouve la trace dans le journal *Le Monde* du 8 juillet 1965 :

« Le président de l'Union nationale des étudiants algériens, M. Houari Mouffok, nous prie de préciser que c'est son camarade chargé des relations avec la presse, M. A. Salhi, qui a été contraint de "lire, une déclaration préfabriquée" favorable au nouveau régime à la radio-télévision d'Alger, et non pas lui, comme il était rapporté dans un article du Monde daté du 2 juillet.

M. Mouffok indique en outre que plusieurs dirigeants de l'U.N.E.A. ont été arrêtés, et que s'il n'a pas lui-même été appréhendé, c'est qu'il avait quitté son domicile avant l'arrivée des policiers.

Le leader des étudiants ajoute que ces mesures répressives ont été prises après que l'U.N.E.A. eut remis au Conseil de la révolution une déclaration soutenant "que la libération du président de la République [Ben Bella] et sa mise en mesure de rendre des comptes devant les instances du parti et de l'État étaient les seules mesures raisonnables

⁷ Houari MOUFFOK, *Parcours d'un étudiant algérien : de l'UGEMA à l'UNEA*, Saint-Denis, Bouchène, coll. « Escapes », 1999, p. 40-41.

⁸ Entretien avec Nouredine Abdelmoumene, né en 1938, ancien militant du PCA puis du PAGS, et journaliste à *Alger républicain*, Alger, 9 mars 2011.

⁹ Henri ALLEG (dir.), *Les torturés d'El Harrach*, Paris, Éditions de Minuit, 1966, 115 p.

¹⁰ Larbi Oucherif, « Il était une fois l'UNEA (1^{re} partie) », *El Watan*, 20 mai 2006.

pouvant garantir l'application de la charte d'Alger (y compris l'amélioration des méthodes de direction et de gouvernement)" »

Par la suite, Houari Mouffok est à son tour arrêté et torturé.

Cette vague de d'arrestation, de répression et de torture marque le début de la « glaciation » consécutive au coup d'État et particulièrement sensible pour la jeunesse. Pour tous, elle est symbolisée par la suppression du Festival mondial de la jeunesse, prévu à Alger en 1965, mais annulé suite au coup d'État.

Qui est l'UNEA ? S'identifier dans la répression

Les sources – témoignages publiés ou entretiens – révèlent que les étudiants parviennent à conserver une certaine marge de manœuvre dans les mois qui suivent le coup d'État. Certains sont en clandestinité totale, d'autres poursuivent certaines actions de masse, révélant encore une capacité de résistance, ou la réticence (ou l'incapacité) du FLN à s'imposer trop brutalement. Ainsi, les franchises universitaires sont respectées jusqu'en 1968 : ce n'est qu'à cette date que la police s'en prend aux étudiants à l'intérieur même de l'enceinte universitaire.

Pour renouveler les comités de section de l'UNEA, il faut parvenir à se faire connaître, s'organiser et se faire élire, tout en évitant la répression. Le plus souvent, tout ou partie de la direction de l'UNEA est en clandestinité, et les étudiants connaissent d'elle que les noms de figures célèbres mais quasi invisibles, Djamel Labidi et Djelloul Nasser, dont la popularité d'accroît après leurs arrestations, mais également Nourredine Zenine (tous sont militants du PAGS, héritier du PCA). Dans ce contexte, on ne peut toujours remplacer les absents, clandestins ou arrêtés, et en 1969-1970 par exemple, le comité de section d'Alger doit faire office de comité exécutif pour l'ensemble de l'UNEA.

« On faisait tout clandestinement, mais on affichait, on faisait les élections du comité d'amphi. Ce qu'ils ne toléraient pas c'était l'élection du comité de section.

On avait fait ça à la manière des étudiants espagnols sous Franco. Ils font ça en un coup de vent. Une assemblée générale, pas uniquement les adhérents, sur une place et là ils proposent aux étudiants un comité élu à l'applaudimètre. Donc pour le comité de section c'est ce qu'on avait fait. C'était devant la BU. »¹¹

Élections-flash et AG se font en coup de vent devant la bibliothèque universitaire, on organise dans les amphis des débats rapides avec des prises de paroles concentrées, les textes circulant à l'avance pour gagner du temps. Larbi Oucherif raconte comment, en 1967, on renouvelle le comité de section (CS) de l'UNEA. La méthode est révélatrice des conditions du militantisme dans cette semi-clandestinité : en effet, les responsables du CS ont été arrêtés, et remplacés par une direction parachutée – dit-on – qui tient le désormais le local. La nouvelle direction annonce une AG en février au Club des pins, lieu du pouvoir situé à l'extérieur d'Alger : pour la première fois, l'assemblée générale est réservée aux seuls adhérents détenteurs d'une carte. Branle-bas de combat : il faut tout à coup encourager les étudiants à prendre en nombre leur carte d'adhésion auprès des nouveaux dirigeants « fantoches », afin d'espérer faire basculer l'AG par le vote : ce qui se produit effectivement. En avril suivant, une nouvelle « AG libre » est organisée, regroupant 1000 étudiants dans le grand amphi de mathématiques de la Fac des sciences, pour élire un véritable comité de section. De tels récits, entretiens, récits autobiographiques dans la presse et ouvrages de souvenirs, sont écrits le plus souvent par des militants communistes du PAGS : ils posent bien sûr la question de savoir si les « fantoches » sont aussi fantoches qu'on veut bien le dire. D'un point de vue de méthode, comment affirmer à coup sûr que, comme le disent les uns, « l'autre groupe » n'est pas représentatif lui aussi ?

¹¹ Entretien avec BH, né en 1948, ancien militant de l'UNEA et du PAGS, Delly Brahim, 1^{er} juin 2012.

Finalement, c'est tout un système de comité d'amphi, de fac et de section qui continue d'exister. De façon classique dans les mouvements étudiants, des revendications à objectifs limités, questions pédagogiques, liées aux conditions d'études et de logement (questions des photocopies, des cantines, de l'accès aux cités universitaires), servent de levier pour une mobilisation plus approfondies. Mais l'organisation demeure d'une certaine façon sans visage pour l'étudiant lambda. Un autre militant, entré à l'université d'Alger en 1968, raconte :

« Quand je suis entré à l'université, je savais que le mouvement étudiant et l'UNEA était une des organisations qui s'étaient opposées au coup d'état, j'ai su très tôt qu'ils avaient été réprimés que la direction était en clandestinité. Je ne savais pas encore que c'était tous des communistes et qu'ils deviendraient tous des dirigeants du PAGS. [...] »

On ne connaissait pas trop les noms des dirigeants de l'UNEA. Il y avait deux personnes célèbres, parce que dans tous les tracts, on demandait leur libération, c'étaient les deux membres du CE [comité exécutif] : Djelloul Naceur et Djamel Labidi. Ils ont été arrêtés quasiment au lendemain de l'indépendance, prison, puis résidence surveillée du côté de Saïda. Le credo, c'était de les libérer, mais moi je ne les connaissais pas. Le comité exécutif qui était clandestin, on ne voyait de lui que des tracts. »¹²

Tout se passe comme si les conditions même de la clandestinité, l'aura de mystère qui entoure les responsables et les difficultés à organiser une propagande trop ouverte renforçaient la foi dans l'organisation.

À l'extérieur aussi, il faut également de s'assurer de *qui* parle. Le FLN, dit Medjaoui

« se substitue à l'UNEA pour l'envoi de représentants auprès des associations étrangères et internationales qui nous invitent à leurs rencontres et qui sont particulièrement friandes d'informations fraîches et crédibles sur ce qui se passe dans notre pays. Mais nos sections à l'étranger font, sur la base de la déclaration du CE [comité exécutif], et d'autres informations et directives que nous leur faisons parvenir par mille et un canaux, un grand travail de mobilisation et de solidarité avec notre Union, qui isole ces envoyés fantoches et fait beaucoup de mal aux "putchistes". »¹³

Les archives de l'UNEA le confirment. Dans une lettre au « comité central des Komsomols pour le conseil des étudiants soviétiques », le vice-président du comité exécutif Djelloul Naceur explique en mars 1966 avoir appris par la presse algérienne que cette organisation soviétique a eu des contacts avec « des pseudo-représentants de l'UNEA ». Il s'agace :

« vous ne pouvez ignorer que notre Organisation mène, depuis des mois, une lutte difficile pour le respect des libertés démocratiques et syndicales, contre les désignations arbitraires de comités fantoches par lesquels on tente de remplacer les instances statutaires et représentatives de notre Union et pour la libération des étudiants et dirigeants emprisonnés. »¹⁴

Occuper la rue

Il est remarquable que, dans un contexte répressif de plus en plus fort – et dans une histoire algérienne plus longue où l'occupation de la rue a de longue date été restreinte par le risque d'une répression régulièrement sanglante durant la période coloniale –, il y ait eu malgré tout des tentatives pour manifester. En janvier 1966 par exemple, les étudiants manifestent contre l'arrestation de Mehdi Ben Barka par les autorités marocaines : ils sont réprimés et le comité de

¹² Entretien avec Idir Sadou, né en 1949, ancien militant de l'UNEA et du PAGS, Montréal, 3 novembre 2013.

¹³ Abdel'Alim MEDJAOUÏ, *Le géant aux yeux bleus*, op. cit., p. 132.

¹⁴ Carton 5, Chemise UNEA 1966-1970, Archives de Farouk Belkeddar, Associations Génériques (Paris, France). UNEA, CE, 10 mars 1966, au comité central des Komsomols Pour le conseil des étudiants soviétiques, signé « le VP du CE, Djelloul Naceur ».

section d'Alger de l'UNEA est dissout.¹⁵ En 1967, l'année la plus chaude selon les témoins, les étudiants participent encore le 24 avril à une Journée internationale de la jeunesse contre l'impérialisme : devant le centre culturel américain de la rue Abbane Ramdane, au centre ville d'Alger, la police charge, mais la manifestation se reforme et poursuit. Le 5 juin 1967, au moment de la guerre des 6 jours, le comité de section d'Alger de l'UNEA organise une marche appelant à la mobilisation sous les drapeaux. C'est le premier signe d'une remobilisation de la jeunesse en direction de l'armée et du régime.

Une vidéo intitulée « Algérie : Manifestations contre Israël 1967 » a été récemment mise en ligne.¹⁶ On y voit une foule s'avancer probablement depuis la Grande poste sur la rue Abbane Ramdane, scandant des slogans et s'en prenant finalement à un bâtiment : l'un des manifestant en arrache l'enseigne qui indiquaient « Centre culturel ». L'image confirme donc les témoignages selon lesquels le centre culturel américain fut attaqué ce jour-là. Deux policiers apparaissent furtivement, volontairement passifs ou simplement dépassés par la foule ; des vitres sont brisées, des documents jetés par les fenêtres. Les foules marchantes sont plutôt masculine, à peine distingue-t-on quelques silhouettes de femmes portant le haïk. Plus tard, un plan large, peut-être sur la place de la Poste, révèle un petit groupe féminin. Des documents des archives consulaires américaines confirment également que durant ces journées, préludes à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, les consulats américains d'Algérie détruisirent leurs archives par peur d'attaques similaires.

1968 voit un nouveau durcissement de la répression de l'organisation des étudiants, de plus en plus isolée dans sa résistance au parti unique. En février, le régime utilise les dockers pour intimider les étudiants. Les franchises universitaires sont rompues : des leaders sont de nouveaux arrêtés à l'intérieur même des universités, notamment Fatima Medjahed et Mahdi Mahmoud (dit Zorba) qui se mettent immédiatement en grève de la faim à la prison d'el-Harrach.

La grève cesse dès l'annonce d'un attentat contre le président Boumediene le 24 avril 1968, comme si celui-ci avait déjà retrouvé de sa popularité auprès des étudiants.

3- Regagner la jeunesse ? Le paradoxe de 1971.

Après le coup d'État, la remobilisation de la jeunesse aux côtés du régime dirigé par le colonel Boumediene est remarquable. Elle se fait en plusieurs étapes que l'on propose de rassembler autour d'événements-clefs.

La guerre des Six jours

La première étape, on l'a dit, intervient au moment de la guerre des Six jours : les jeunes, notamment les lycéens ou étudiants, sont en 1967 des enfants de la guerre, trop jeunes pour avoir combattu. Certains laissent percer le regret de n'avoir pu en être. Or, 1967, leur mobilisation ne prend pas seulement la forme de manifestations contre Israël. Ils revendiquent également, par la voix de l'UNEA, la création d'un service national dans une armée réellement populaire, et non professionnelle.¹⁷ Cette revendication relève de la construction nationale, en même temps en même temps qu'elle révèle l'importance de l'imaginaire guerrier dans la mobilisation de la jeunesse. Elle fait suite à la mobilisation des étudiants lors du conflit de 1963 avec le Maroc, durant lequel plusieurs étudiants de l'UNEA s'étaient portés volontaires pour combattre.¹⁸

¹⁵ Larbi Oucherif, « Il était une fois l'UNEA (1^{re} partie) », *El Watan*, 20 mai 2006.

¹⁶ Accessible sur YouTube, <https://www.youtube.com/watch?v=sw-eOZvioxE>, consulté le 1^{er} juillet 2015. Comme souvent ce type de document, on n'en connaît pas la source, et elle fait l'objet d'un montage d'aujourd'hui. L'auteur de la mise en ligne (« Rabnass », fournisseur de nombreuses autres vidéos de grande valeur historique) indique qu'il s'agit de la manifestation de juin.

¹⁷ Entretien avec Boussad Ouadi, ancien militant de l'UNEA, Alger, le 13 mai 2014, réalisé dans le cadre du projet Panafest et disponible en ligne : <https://archive.org/details/PANAFESTBoussadOuadi>.

¹⁸ Larbi Oucherif, « Il était une fois l'UNEA (1^{re} partie) », *El Watan*, 20 mai 2006.

Or ces mobilisations ne se font pas contre le régime, mais bien plutôt avec lui et créent un dialogue entre les étudiants et les autorités – sinon entre les étudiants et le président.

Le Panaf

Une seconde étape que l'on peut distinguer est le coup de maître du festival culturel Panafricain de 1969, recréant la ferveur populaire qui avait déserté les rues d'Alger. Réactivant symboliquement les fêtes de l'indépendance, le Panaf renoue avec l'ébullition révolutionnaire de 1962 et donne une dimension nouvelle, plus concrète, au panafricanisme. On retrouve dans le film de commande réalisé par William Klein autour du festival des images aériennes de la ville d'Alger, caractéristique des premiers films produits par le jeune cinéma algérien opérant par l'image une réappropriation symbolique de la ville et du territoire.¹⁹ Cette fois, on voit les foules festives occupant les rues, et débordant les forces de l'ordre et l'organisation de la manifestation. Dans les débats organisés en ville, principalement dans la Salle des Actes de l'Université ou les cinémas, les étudiants sont très actifs. Boussad Ouadi se souvient des discussions avec les Black Panthers, durant lesquels les militants de l'UNEA se posaient en porteur de la légitimité révolutionnaire née de la guerre. Face à Stokely Carmichael accusé de racisme anti-blanc, les militants de l'UNEA menés par Othmani auraient portée une contradiction musclée à des Black Panthers pourtant plus âgés.²⁰ La fierté – sinon l'orgueil – révolutionnaire s'exprime dans des détails : lors d'une conférence donnée par Eldridge Cleaver, devant une foule de jeunes, son interprète, le français Henri Hervé, se serait montré brusque avec des intervenants dans la salle : en bon soixante-huitard raconte Elaine Mokhtefi, « il disait facilement "ta gueule !", "va t'en !" ». La foule aurait hué l'interprète, l'obligeant finalement à quitter l'estrade et à être remplacé par son épouse, Julia Hervé Wright, la fille de l'écrivain Richard Wright.²¹ Sans doute la nationalité de l'intervenant rendaient-elle ce langage insupportable à ses auditeurs dans un pays où le souvenir de la colonisation était encore tout frais.

En tout état de cause, le Festival fait d'Alger la capitale des mouvements révolutionnaires africains et afro-américains. Mais à l'intérieur aussi l'événement est très populaire, notamment parmi les citadins de la capitale, et constitue une réussite spectaculaire pour le régime de Boumediène.

Malgré l'enthousiasme, les étudiants continuent de s'organiser lancent encore un vaste mouvement de grève. Alia Ferhat se souvient :

« Les années 1970, j'avais 15 ans. Y'avait le grand mouvement de grèves estudiantines. Ça c'est passé en 1968 en France mais en Algérie, c'est en 1970.²² »

Elle même est au lycée Omar Racim, qui jouxte la Face centrale et faisait partie du GLA, le Groupement des Étudiants algériens, organisé par les étudiants de l'UNEA. Là aussi les revendications sont liées à la vie lycéenne, notamment la cantine. « Moi une de mes batailles, c'était le droit de porter des pantalons, parce que les filles on n'avait pas le droit de porter des pantalons. » Mais elles concernent plus généralement l'organisation de la société civile. Ces lycéens formés dans le mouvement devenaient ensuite des étudiants qui prenaient la relève des étudiants entrés à leur tour dans les syndicats professionnels.

¹⁹ William Klein, *Festival panafricain d'Alger*, 2009 (2^e édition).

²⁰ *Op. cit.* Entretien avec Boussad Ouadi. On entrevoit ces débats dans un autre documentaire de William Klein, *Eldridge Cleaver* (1970).

²¹ Entretien avec Elaine Mokhtefi Klein, née en 1928, New York, le 15 juin 2015. Elaine Klein vivait alors à Alger, elle était à l'époque proche des Black Panthers, et employée au ministère de l'information dans une des équipes chargées de l'organisation du festival.

²² Entretien avec Alia Ferhat, née en 1955, ancienne militante du PAGS, Montréal, 226 octobre 2013.

1971

La dernière étape de la reconquête révolutionnaire de Boumediene, c'est l'option socialiste poussée, notamment avec la révolution agraire de 1971, et la nationalisation des hydrocarbures la même année. 1971 est une année paradoxale du point de vue des étudiants : c'est tout à la fois l'interdiction et la répression définitive de l'UNEA, en même temps qu'une forme de réconciliation de Boumediene avec son opposition de gauche et la jeunesse.

À partir de cette date, il n'existera plus de section UNEA qu'à l'étranger. Et dans les universités algériennes, les étudiants devront réinventer les structures de mobilisation collective hors syndicat, d'autant que le régime se refuse à créer une nouvelle organisation de masse pour les étudiants, se contentant désormais d'une organisation de jeunesse, l'UNJA (Union nationale de la jeunesse algérienne) qui s'ajoute à la JFLN, la jeunesse du FLN. Les structures et mouvements dans lesquels y compris les étudiants de gauche se retrouvent à partir de cette date sont les structures nouvelles : les comités de volontariats de la révolution agraire notamment. Ils parviennent ainsi à maintenir des espaces d'action, mais le sens de leur engagement est désormais très différent.

La suppression du mouvement étudiant au profit d'un mouvement de jeunesse et de volontariat été concomitante avec une orientation plus nettement socialiste et une utilisation de la jeunesse par le président Boumediene et l'aile gauche du FLN pour appuyer les réformes. Au déjà de la jeunesse, c'est quasiment l'ensemble de la gauche qui est ainsi ralliée au régime dans ce qu'on a nommé parfois le « soutien critique ».

On a vu déjà l'importance des sections de l'extérieur. Un document interne datant vraisemblablement de 1968 fait un état des lieux des étudiants algériens à l'extérieur, évalué entre 1500 à 1750, dont la moitié étudient en France, un tiers en pays socialistes, et 200 en pays arabes.²³ Ces sections résistent encore après 1971, celle de Paris demeurant vraisemblablement la plus active et la plus nombreuse. Elle continue à produire de la documentation et des courriers au nom de l'UNEA bien après la dissolution de l'organisation. Du fait de la conservation en France, dans de meilleures conditions, le seul fonds d'archives de l'UNEA qui nous est connu est le fond Farouk Belkeddar, déposé à Paris à l'association Génériques. Une exploitation systématique du fonds reste à faire.

Mais il serait dangereux de prendre la partie pour le tout, et l'UNEA de Paris pour l'UNEA toute entière, faute d'autres sources pour les comparer. Il faudra au contraire veiller à analyser l'UNEA de France dans sa relation avec le mouvement étudiant algérien en tant qu'organisation de l'émigration, sans perdre de vue que son histoire participe également à une histoire de l'immigration en France.

La distinction est d'importance car l'équation est complexe, entre opposition ou résistance farouche des étudiants à l'imposition du régime de parti unique, et le soutien à l'État, à la construction nationale dans le cadre de la lutte anti-impérialiste. Dans les années qui suivent, dénués désormais de toute organisation étudiante, la jeunesse s'engage dans les comités de volontariat et les comités de soutien à la révolution agraire. Ce sont ces organisations qui permettent de canaliser la jeunesse, et d'en faire l'un des soutiens essentiels du président Boumediene, y compris contre l'aile plus conservatrice du FLN.

²³ Carton 5, Chemise UNEA 1966-1970, Archives de Farouk Belkeddar, Associations Génériques (Paris, France). Rapport de la délégation extérieur sur le rôle et les tâches des sections de l'extérieur de l'UNEA (non daté, sans doute 1968).